

Appel des organisations de personnels de santé et des organisations de santé européennes
contre l'utilisation de la privation de soins et d'aide humanitaire
comme arme de guerre et de destruction massive : IL FAUT AGIR ! MAINTENANT !

Nous, syndicats du secteur de la santé, organisations de personnels de santé ou actives dans le secteur de la santé, et personnel de santé, sommes scandalisés par ce qui se passe aujourd'hui et depuis des mois dans la bande de Gaza. Quand Israël attaque délibérément des ambulances ou des convois humanitaires, quand Israël détruit systématiquement les infrastructures de santé tuant des patients et des soignants, quand Israël bloque toute aide humanitaire et tente de l'utiliser comme arme de déportation, ... nous nous sentons terrifiés sur les limites que peut dépasser la barbarie d'un Etat.

La privation de soins et d'aide humanitaire est devenue une arme de guerre visant à anéantir le peuple palestinien. En tant que représentants des travailleurs et travailleuses de la santé, ou organisations actives dans le secteur, nous ne pouvons qu'être indignés par ce que vivent nos collègues et la population palestinienne. Mais surtout révoltés par l'inaction des autorités nationales et européennes. Nous avons toutes et tous du sang sur les mains !

Les faits :

Le dernier rapport de l'OMS (05 mai 2025) indique qu'au moins 686 attaques ont eu un impact sur les soins de santé (infrastructures, personnel, etc.), tuant 910 personnes et en blessant 1 380. 122 établissements de santé ont été touchés, dont 33 hôpitaux, et 180 ambulances ont été détruites. La moitié des services de santé ne sont plus que partiellement fonctionnels.

Pas plus tard que le 23 mars, 15 travailleurs humanitaires ont été tués par l'armée israélienne dans le sud de la bande de Gaza alors qu'ils se déplaçaient à bord de leurs ambulances, qui étaient tout-à-fait identifiables.

Depuis le 2 mars, le blocage de l'aide humanitaire a empêché la distribution des 171 000 tonnes de nourriture prêtes à entrer à Gaza (de quoi nourrir la population pendant 4 mois). La malnutrition est désormais généralisée et les rares denrées encore disponibles sont inabondables. Israël propose de gérer lui-même la distribution de l'aide et de l'utiliser pour déplacer la population.

...

La dénonciation :

Utiliser les attaques contre les infrastructures hospitalières et sanitaires, massacrer du personnel sanitaire en mission et bloquer l'aide humanitaire, comme arme pour favoriser la déportation et l'anéantissement d'une population : aucun doute, c'est un crime de guerre perpétré volontairement par un Etat.

La revendication :

L'Europe et ses pays membres ne peuvent rester sans réagir. L'Europe, avec la Communauté internationale, doit condamner sans équivoque ces crimes de guerre, et imposer à Israël un cessez-le-feu immédiat. Celui-ci doit permettre la libre circulation et l'intégrité des services et du personnel de secours et humanitaires. Cela nécessite à la fois la protection des personnels de santé afin qu'ils assurent leur mission ainsi que l'accès inconditionnel à l'aide humanitaire et aux infrastructures de soins.

Nous exigeons que l'Europe prenne toutes les actions nécessaires et suffisantes afin d'y contraindre Israël. Dans cette optique, une première étape, importante mais pas suffisante, doit être la suspension immédiate de l'Accord de Coopération avec Israël.

Les signataires appellent les syndicats et les organisations actives dans le secteur de la santé à co-signer cet appel et à rejoindre la **manifestation organisée le 19 juin à 10H30 devant le Parlement Européen à Bruxelles**. Ils les appellent à diffuser cet appel, et à le transmettre massivement aux Députés européens de leur pays, aux élus et gouvernements de leurs pays et à la Commission européenne,.

Lien pour rejoindre l'Appel : <https://forms.office.com/e/mEshF2TVcL>

Premiers signataires :

CNE-CSC (B)

Sébastien Robeet, Secrétaire national

CGSP- ACOD (FGTB-ABVV) (B)

Muriel Di Martinelli, Secrétaire fédérale

Olivier Nyssen, Secrétaire général Admin

ACV- PULS (B)

Olivier Remy, Nationaal Secretaris

SETCA- BBTK (FGTB-ABVV) (B)

Nathalie Lionnet, Secrétaire fédérale

Johan Van Eeghem, Vice-President

VISION (SE)

Veronica Magnusson, President

KOMMUNAL (SE)

Barbro Andersson, Vice-President

VÅRDFÖRBUNDET (SE)

Sineva Ribeiro, President

ASSR (SE)

Eike Herkers, President

FSS-CCOO (E)

Humberto Munoz, General Secretary

FP CGIL (I)

Serena Sorrentino, General Secretary

NNO (N)

Lill Sverresdatter Larsen, President

CGT FSAS (F)

Barbara Filhol, Secrétaire générale

UNSSP (FO) (F)

Franck Houlgatte, secrétaire général